

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 23 avril 2025

DATE DE PUBLICATION : 30 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-neuf avril, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme PATUREAU - M. RENOUF – Mme TORRES - M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – Mme PERIERS – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme HENRY à M. KHALID
- M. FAURE à Mme PERIERS
- M. BALABAN à M. JOLIVET
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

ABSENTS ET EXCUSÉS :

- Mme BAYRAM
- Mme CAYOUX
- M. OREN
- M. TAVARES
- M. TOUANE

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :

Violences urbaines juin 2023 - Demande de subvention pour la réparation des dégâts et dommages - Annule et remplace la délibération 2 du 21/11/2023

CHALETTE SUR LOING Conseil du 29 avril 2025

OBJET :
Violences urbaines juin 2023 - Demande de subvention pour la réparation des dégâts et dommages – Annule et remplace la délibération 2 du 21/11/2023

Directeur de secteur : Pascale TRATNJEK

Service : Direction pôle Affaires générales et juridiques

Affaire suivie par : Pascale TRATNJEK / Sébastien JAKUBOWSKI

M. Le Maire : Par délibération n° 2 en date du 21 novembre 2023, le conseil municipal a approuvé le principe de la demande d'une subvention auprès de l'Etat en vue de la réparation des dégâts et de la reconstruction des bâtiments publics détruits ou démolis à la suite des violences urbaines de juin 2023 selon un plan de financement prévisionnel.

Aussi, ce dernier doit être aujourd'hui aménagé afin de prendre en compte la prise en charge définitive des sinistres par l'assurance sur la base des conclusions de l'expertise, prérequis indispensable pour pouvoir solliciter l'aide de l'Etat.

Il est donc proposé d'approuver l'annulation et le remplacement de la délibération n° 2 du conseil municipal du 21 novembre 2023 et le nouveau plan de financement définitif en vue de la demande d'une subvention auprès de l'Etat tel que présenté ci-après :

DEPENSES		RECETTES	
Nature des dépenses	Montants H.T.	Moyens Financiers	Montants H.T.
Travaux de mise en sécurité	13.538,02 €	Assurance	13.538,02 €
Travaux de reconstruction de la maison de quartier de la Pontonnerie	121.340,27 €	Assurance	115.467,54 €
Maitrise d'oeuvre	10.392,04 €	Assurance	10.392,04 €
Bureau de structure	1.700,00 €	Assurance	1.700,00 €
Routeur	3.060,00 €	Assurance	3.060,00 €
		Franchise Assurance	-20.000,00 €
		Fonds des violences urbaines	25.872,73 €
Total	150.030,33 €	Total général	150.030,33 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2023-656 du 25 juillet 2023 relative à l'accélération de la reconstruction et de la réfection des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 05 juillet 2023,

VU la délibération n° 2 du conseil municipal du 21 novembre 2023 approuvant la demande de subvention auprès de l'Etat au titre des violences urbaines et le plan de financement prévisionnel,

VU la prise en charge des sinistres par l'assurance,

VU la prise en charge des sinistres par l'assurance,

CONSIDERANT la nécessité de réparer les dégâts subis et reconstruire les bâtiments publics détruits ou démolis,

CONSIDERANT la nécessité de modifier le plan de financement prévisionnel pour tenir compte notamment des évolutions résultantes de l'expertise demandée par l'assurance,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le principe de la demande d'une subvention auprès de l'Etat selon le nouveau plan de financement définitif tel que précisé dans le tableau ci-dessus ;

APPROUVE l'annulation et le remplacement de la délibération n° 2 du conseil municipal du 21 novembre 2023.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	28	
Votes pour	28	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

.....

Pour extrait certifié, conforme,

POUR LE MAIRE EMPECHE, PAR SUPPLÉMENT
LA 1^{ère} ADJOINTE

Le Maire,
Franck DEMAUMONT.

Mme Marie-Madeleine HEUGUES



